**COMPTE RENDU DE LA REUNION PUBLIQUE
DU 27 MARS 2025**

Présents : Franck GIRARD-CARRABIN, Catherine SCHULD, Philippe GANDIT, Marie MOISAN, Jacques ADENOT, Fabrice CASSAR, Nathalie PLAT, Josiane TOURNIER, Xénia VALL

Pouvoirs : Christophe BUCCI à Philippe GANDIT, Emmanuelle SOUBEYRAN à Xénia VALL

Absents : Sandrine CHARITAT, Xavier FIGARI, Jérémy JALLAT, François RONY

Secrétaire de séance : Marie MOISAN

Monsieur le Maire donne lecture du compte-rendu de la séance du Conseil municipal du 20 janvier 2025. Compte-rendu approuvé à l'unanimité.

FONCTION PUBLIQUE

PERSONNEL STAGIAIRE ET TITULAIRE DE LA FPT

Délibération n° 2025-04 : Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade

Dans l'attente de l'avis du comité technique (CP),

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient désormais à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du CT, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières), sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police municipale.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Monsieur le Maire propose alors au Conseil municipal de fixer le taux de 100 % pour tous les grades suivants :

Grade d'avancement	TAUX (%)
Attaché territorial	100 %
Rédacteur territorial	100%
Animateur territorial	100 %
Technicien territorial	100%
Agent de maîtrise	100 %
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe	100 %
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	100 %
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	100 %

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide **à la majorité** des membres présents et représentés :
↳ De fixer à 100 % le taux de promotion pour les avancements de grade.

Christophe BUCCI ne prend pas part au vote

FINANCES LOCALES

DECISIONS BUDGETAIRES

Délibération n° 2025-05 : Budget communal - approbation du compte financier unique (CFU) 2024

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal la délibération n° 2023-39 en date du 5 juillet 2023 relative à l'expérimentation du compte financier unique (CFU) par la commune de Saint-Nizier du Moucherotte depuis 2023, dans la mesure où le CFU ne deviendra obligatoire qu'à partir des comptes 2026, soit une production du compte financier unique au plus tard au premier semestre 2027, pour toutes les entités publiques locales sous M57 ou M4.

Monsieur le Maire rappelle également que le CFU est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion. A lui seul, il remplit les fonctions de « rendus de comptes ».

Le vote du CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612.12 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Pendant l'expérimentation, le budget communal qui produisait un compte administratif et un compte de gestion, produit désormais un CFU.

Monsieur le Maire précise au Conseil municipal que le CFU donne une information financière plus simple et plus lisible que les actuels comptes administratifs et comptes de gestion : un seul document au lieu de deux, qui étaient particulièrement redondants et souvent trop volumineux :

- Le CFU rationalise et modernise l'information budgétaire et comptable soumise au vote et supprime les doublons qui existaient entre le compte administratif et le compte de gestion ;
- Le CFU apporte une information enrichie grâce au rapprochement, au sein du CFU, de données d'exécution budgétaire et d'informations patrimoniales, qui se complètent pour mieux apprécier la situation financière du budget concerné ;
- Le CFU simplifie les procédures, car sa production est totalement dématérialisée, dans une démarche de dématérialisation cohérente à l'ensemble des documents budgétaires (BP, BS, DM et CA actuel) ;
- La confection de ce document commun s'appuie sur un travail collaboratif simplifié entre les services de la collectivité et ceux du comptable public (dans le respect de leurs prérogatives respectives) qui pourra servir, si nécessaire, de levier à la fiabilisation de la qualité des comptes.

Le Conseil municipal est invité à désigner un Président de séance pour le vote du CFU 2024 du budget communal, conformément à l'article L.2121-14 du CGCT.

Monsieur le Maire propose de désigner Madame Catherine SCHULD en sa qualité de 1ère Adjointe au Maire.

Sortie de Monsieur le Maire qui ne peut participer à l'approbation du compte financier unique (CFU) en tant qu'ordonnateur de la commune

Madame Catherine SCHULD, 1ère Adjointe au Maire, préside la séance et soumet au Conseil municipal, le CFU 2024 du budget communal dressé par Monsieur le Maire et Monsieur Philippe GANDIT, Adjoint délégué aux Finances.

Ce CFU fait ressortir les résultats suivants :

Libellés	Investissement		Fonctionnement		Ensemble	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultats reportés	90 239,84 €			349 840,61 €	90 239,84 €	349 840,61 €
Opérations de l'exercice	381 513,80 €	269 743,29 €	1 297 973,96 €	1 449 563,06 €	1 679 487,76 €	1 719 306,35 €
TOTAUX	471 753,64 €	269 743,29 €	1 297 973,96 €	1 799 403,67 €	1 769 727,60 €	2 069 146,96 €
Résultats de clôture	202 010,35 €			501 429,71 €	0,00 €	299 419,36 €
Restes à réaliser					0,00 €	0,00 €
TOTAUX CUMULES	471 753,64 €	269 743,29 €	1 297 973,96 €	1 799 403,67 €	1 769 727,60 €	2 069 146,96 €
RÉSULTATS DÉFINITIFS	202 010,35 €	0,00 €	0,00 €	501 429,71 €	0,00 €	299 419,36 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à la **majorité** des membres présents et représentés :

- ↳ D'approuver le compte financier unique 2024 du budget communal.

Catherine SCHULD fait remarquer que la part des impôts locaux dans les recettes de fonctionnement a beaucoup augmenté ces dernières années et que ces derniers représentent la part la plus importante. Avec la diminution des dotations, ça fait peur pour l'avenir dans la mesure où ce poids risque d'être supporté par les habitants.

Philippe GANDIT se montre rassurant dans la mesure où la commune dispose de 400.000 € de trésorerie, soit 105 jours de fonctionnement.

Retour de Monsieur le Maire

Délibération n° 2025-06 : Budget communal - affectation des résultats de l'année 2024

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le compte financier unique (CFU) du budget communal dégage, pour l'exercice 2024, un résultat de clôture qui s'établit de la manière suivante :

Fonctionnement :	
Résultat de fonctionnement reporté N-1	349.840,61 €
Résultat de fonctionnement 2024	151.589,10 €
Résultat de clôture 2024	501.429,71 €

Investissement :	
Résultat d'investissement reporté N-1	- 90.239,84 €
Résultat d'investissement 2024	- 111.770,51 €
Résultat de clôture 2024	- 202.010,35 €
Restes à réaliser recettes	0,00 €
Restes à réaliser dépenses	0,00 €
Solde restes à réaliser	0,00 €

Affectation pour l'exercice 2025 du budget principal de la commune	
Au compte 1068 (part du résultat de fonctionnement affecté en investissement)	352.010,35 €
Résultat de fonctionnement à affecter au BP 2025 / ligne R002	149.419,36 €
Résultat de d'investissement à affecter au BP 2025 / ligne D001	202.010,35 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'**unanimité** des membres présents et représentés :

- ↳ D'approuver l'affectation des résultats de l'exercice 2024 **au budget primitif 2025 du budget communal** ;
- ↳ D'autoriser le Maire, ou en cas d'empêchement, un adjoint, à signer, au nom et pour le compte de la commune, toute pièce, de nature administrative, technique ou financière, nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération n° 2025-07 : Vote des taux d'imposition - année 2025

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Monsieur le Maire présente au Conseil municipal l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Monsieur le Maire explique au Conseil municipal qu'en raison des investissements prévus en 2025, la commune a un besoin de financement qui va se traduire en partie par une augmentation de la fiscalité.

Monsieur le Maire propose en conséquence une augmentation de 7 % des taux des trois taxes locales (taxe foncière bâti et taxe foncière non bâti, taxe d'habitation sur les résidences secondaires) pour l'année 2025.

Monsieur le Maire précise également que les bases prévisionnelles 2025 pour les taxes foncières ont augmenté d'environ 1,7 % alors que celles pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires ont diminué.

Monsieur le Maire rappelle enfin qu'après une exonération progressive depuis 2021 des ménages les plus modestes, la taxe d'habitation est totalement supprimée depuis 2023 pour les résidences principales : aujourd'hui, reste seulement la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. De plus, il est désormais possible de faire évoluer le taux de la taxe d'habitation à partir de 2023 alors que depuis 2017, le taux appliqué était égal au taux figé 2017.

Les taux 2025 pour les impôts locaux seraient donc les suivants :

	Taux 2024	Base prévisionnelle 2025	Taux 2025	Produit attendu
Taxe foncière (bâti)	37,42	1.702.000	40,04	681.481
Taxe foncière (non bâti)	45,87	28.400	49,08	13.939
Taxe d'habitation (résidences secondaires)	22,45	246.600	24,02	59.233
TOTAL PRODUIT				754.653

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à **l'unanimité** des membres présents et représentés

↳ De voter les taux des taxes locales pour l'année 2025 conformément au tableau ci-dessus.

Philippe GANDIT fait remarquer que les taux d'imposition étaient stables depuis 2014.

Délibération n° 2025-08 : Majoration du taux d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, pour une application en 2026

Vu l'article 1407 du code général des impôts,

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que dans les communes classées communes touristiques, le Conseil municipal peut, par une délibération prise dans les conditions prévues à l'article 1639 A bis, majorer d'un pourcentage compris entre 5 % et 60 %, la part lui revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale due au titre des logements meublés.

Le taux majoré est ainsi intégré dans le plafond existant des taux de taxe d'habitation.

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal que la délibération prévoyant la majoration doit être prise avant le 1er octobre d'une année pour être applicable aux impositions dues à compter de l'année suivante.

En conséquence, si le Conseil municipal vote cette majoration en 2025, elle ne sera appliquée qu'à partir du 1^{er} janvier 2026.

Monsieur le Maire propose alors au Conseil municipal de majorer de 40 % le taux d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à **l'unanimité** des membres présents et représentés

↳ De majorer de 40 % le taux d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Ces augmentations devraient permettre, à l'horizon 2028, une capacité d'autofinancement de l'ordre de 100.000 €/an.

Délibération n° 2025-09 : Répartition des subventions aux associations – année 2025

Monsieur le Maire fait part au Conseil municipal, comme chaque année, de la nécessité de voter la répartition des subventions et cotisations aux associations, ainsi que les dotations de l'école.

Le débat s'engage et la répartition proposée peut se récapituler comme suit :

Associations	2024 attribué	2025 demandé	2025 proposé
Activités enfants			
Coopérative scolaire	1.625,00 €	1.625,00 €	1.625,00 €
La Tirelire	1.200,00 €	1.200,00 €	1.200,00 €
Club sportif	4.500,00 €	4.500,00 €	4.500,00 €
Dire et Lire	540,00 €	650,00 €	650,00 €
Chéchékatouk	0,00 €	230,00 €	0,00 €
Chéchékatouk (projet concerts)	0,00 €	150,00 €	0,00 €
Activités adultes			
Fest'niz (animations communales)	2.200,00 €	0,00 €	0,00 €
Fest'niz (Trail du Moucherotte)	2.500,00 €	0,00 €	0,00 €
Club du Bruyant	700,00 €	700,00 €	700,00 €
Gymnastique volontaire	600,00 €	864,00 €	864,00 €
Voca'niz	500,00 €	500,00 €	500,00 €
Photo'niz	200,00 €	0,00 €	0,00 €
Associations professionnelles			
Syndicat Agricole	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Associations extérieures			
Groupement des Sylviculteurs	100,00 €	100,00 €	100,00 €
Lire et Faire lire	460,00 €	0,00 €	0,00 €
Cuisine Solidaire	1.000,00 €	330,00 €	330,00 €
Divers			
FNACA	100,00 €	100,00 €	100,00 €
Croix de Guerre	100,00 €	100,00 €	100,00 €
Communes médaillées	180,00 €	180,00 €	180,00 €
Vercors TV	100,00 €	100,00 €	100,00 €
Actions sociales/CCAS			
Actions sociales/CCAS	1.000,00 €	1.000,00 €	1.000,00 €
Gymnastique volontaire (gym séniors)/CCAS	1.400,00 €	1.136,00 €	1.136,00 €
Part non affectée	3.000,00 €		3.000,00 €
TOTAL compte 65748			16.085,00 €
Autres participations			
Compte 657364			
Réseau buissonnier	600,00 €	600,00 €	600,00 €
Budget direction	350,00 €	350,00 €	350,00 €
Sorties scolaires natation	4.400,00 €	4.400,00 €	4.400,00 €
TOTAL Autres participations			5.350,00 €
Compte 657364			

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à **l'unanimité** des membres présents et représentés :

- ↳ D'adopter la répartition des subventions aux associations d'intérêt local telle que présentée dans le tableau ci-dessus ;
- ↳ D'abonder la somme de 16.085,00 € au compte 65748 ;
- ↳ D'abonder la somme de 5.350,00 € au compte 657364.

Marie MOISAN explique que les demandes de l'association Chéchékatouk ont été refusées : en effet, la commission finances a estimé qu'elles n'étaient pas justifiées dans la mesure où les cours de musique et les concerts privés se déroulent au domicile du professeur et que ces derniers sont payants donc si la commune versait une subvention, cela reviendrait à payer le professeur.

L'association Fest'Niz n'a rien demandé au titre de la CVL car elle a un reliquat de la subvention 2024.

La demande de la Cuisine Solidaire est en baisse puisqu'il y a moins de bénéficiaires sur Saint-Nizier ; la subvention étant en adéquation avec ces derniers.

Pour l'école, deux sommes ne sont plus versées au titre des subventions communales : il s'agit des fournitures scolaires et des sorties natation. Désormais, il y a une ligne budgétaire pour les deux et c'est la commune qui paiera directement les factures.

Total subventions 2025 = 16.085 € contre 26.905 € en 2024.

Délibération n° 2025-10 : Budget communal - vote du budget primitif 2025

Monsieur le Maire présente le projet de budget primitif du budget principal de la commune pour l'année 2025 qui s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT		SECTION D'INVESTISSEMENT	
Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
1.629.420,44	1.629.420,44	2.194.142,16	2.194.142,16

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à **l'unanimité** des membres présents et représentés :

↳ D'approuver le budget primitif du budget principal commune 2025 tel que présenté.

Fonctionnement

Baisse des tarifs d'électricité de 10 % à 15 % + plus de dépenses correspondant au solde des factures eau et assainissement 2024 d'où une diminution des charges générales.

Les charges de personnel augmentent en raison notamment de plusieurs avancements d'échelon, de la hausse du taux de cotisation CNRACL et de deux départs à la retraite aux services techniques pour lesquels un recrutement et un tuilage sont prévus. De plus, Philippe GANDIT rappelle qu'avec la M57, si besoin de plus, on sera obligé de prendre une décision modificative et non un virement de crédits donc il est préférable de prévoir large.

Les atténuations de charges sont stables.

Le montant des intérêts augmente car avec les travaux de la place du village, la commune va devoir souscrire un nouvel emprunt de 600.000 €.

Au niveau des recettes, les dotations de l'Etat sont en baisse depuis plusieurs années et comme on n'aura les chiffres que le 31 mars, montants 2025 identiques à ceux de 2024.

Investissement

Pas de travaux voirie / enrobé mais essentiellement des réfections de chemins (montée des Roux + piste Tremplin)
Enfouissement des lignes BT/TEL secteur Michallons

Cœur de Village = achat des deux commerces + début des travaux de la place du Village + réparation du clocher de l'église

Les dépenses relatives à la place du village ont été bornées à 1.500.000 € HT tout compris (maîtrise d'œuvre + travaux + désamiantage + petits aléas).

Subventions actées pour ce projet : 540.000 € du Département et 85.000 € de la Région.

Grand air = sentier nature et patrimoine + complément DiscGolf

Atelier technique = outillage + construction du bâtiment agricole

Divers = téléphonie + système de badges pour les bâtiments publics + matériel informatique

Vente du terrain de la Cure en 3 lots

Rappel = c'est un budget donc ce n'est pas parce que c'est budgété qu'on doit dépenser !

Délibération n° 2025-11 : Versement d'une aide financière de 240,71 € par la commission « action sociale »

Vu le dossier unique de demande d'aide financière présenté par Madame Estelle BARONE, Assistante sociale – Territoire du Vercors ;

Marie MOISAN, Adjointe déléguée à l'Enfance, aux Familles et aux Associations, et Présidente de la commission « action sociale », propose au Conseil municipal d'apporter une aide financière à une habitante de la commune qui rencontre des difficultés financières afin de diminuer sa dette.

Marie MOISAN, Adjointe déléguée à l'Enfance, aux Familles et aux Associations, et Présidente de la commission « action sociale », propose alors au Conseil municipal de payer directement l'organisme créancier concerné, à savoir la CCMV, afin de régler la facture d'eau 2024 pour un montant de 240,71 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à **l'unanimité** des membres présents et représentés :

- De payer la somme de 240,71 € à la CCMV ;
- De mandater cette somme au chapitre 65/charges exceptionnelles – compte 657363.

Délibération n° 2025-12 : Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association « Cuisine Solidaire en Vercors » de 400,00 € par la commission « action sociale »

Vu le dossier de demande de subvention de l'association « Cuisine Solidaire en Vercors » ;

Marie MOISAN, Adjointe déléguée à l'Enfance, aux Familles et aux Associations, et Présidente de la commission « action sociale », expose au Conseil municipal que suite à la fermeture d'Intermarché basé à Villard-de-Lans, l'association « Cuisine Solidaire en Vercors » ne peut plus récupérer de denrées alimentaires auprès de ce supermarché et est contrainte d'acheter de la nourriture pour les bénéficiaires ; dépense supplémentaire que l'association n'avait pas avant.

Marie MOISAN, Adjointe déléguée à l'Enfance, aux Familles et aux Associations, et Présidente de la commission « action sociale », propose alors au Conseil municipal d'apporter une subvention exceptionnelle à l'association « Cuisine Solidaire en Vercors », d'un montant de 400,00 € afin de compenser la gratuité des denrées alimentaires plus récupérées auprès du supermarché.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'**unanimité** des membres présents et représentés :

- De verser une subvention exceptionnelle de 400,00 € à l'association « Cuisine Solidaire en Vercors » ;
- De mandater cette somme au chapitre 65/charges exceptionnelles – compte 657363.

Réouverture Intermarché prévue courant juin 2025

Délibération n° 2025-13 : Versement d'une subvention exceptionnelle à l'association « Croix Rouge » de 500,00 € par la commission « action sociale », dans le cadre de l'appel à soutien pour Mayotte

Marie MOISAN, Adjointe déléguée à l'Enfance, aux Familles et aux Associations, et Présidente de la commission « action sociale », expose au Conseil municipal que suite au cyclone Chido qui a traversé et ravagé Mayotte en décembre 2024, la commission d'action sociale propose de verser une subvention exceptionnelle de 500,00 € à la « Croix Rouge » afin d'apporter notre aide aux populations touchées.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide l'**unanimité** des membres présents et représentés :

- De verser une subvention exceptionnelle de 500,00 € à l'association « Croix Rouge » dans le cadre de l'appel à soutien pour Mayotte ;
- De mandater cette somme au chapitre 65/charges exceptionnelles – compte 657363.

Franck GIRARD demande si on est certain que le don soit fléché Croix Rouge – OUI / vérification MM

Marie MOISAN a vérifié et explique qu'on avait le choix entre la Sécurité Civile ou la Croix Rouge, et que le CCAS a opté pour cette dernière.

QUESTIONS DIVERSES

Chantiers Jeunes 2025

L'Agopop a proposé de nous mettre à disposition une animatrice pour encadrer 8 jeunes 5 après-midis de 13h00 à 17h00 du 7 au 11 juillet 2025.

Coût = 568 € HT.

→ *Avis du CM = favorable*

Quand démarreront les travaux d'enfouissement des lignes BT/TEL aux Michallons ?

→ *Catherine SCHULD relance le TE38.*